

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 42/02

ÉFAI – 020109 – AMR 53/001/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

EXÉCUTION EXTRAJUDICIAIRE PRÉSUMÉE / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

VÉNÉZUÉLA Paola Sánchez
Vicky Martínez
Kevin Capote
Gabriela Ojeda
Maury Oviedo
les autres personnes transsexuelles vivant à Valencia, dans l'État de Carabobo

Personne tuée : Michelle Paz

Londres, le 12 février 2002

Amnesty International est préoccupée par la sécurité des personnes nommées ci-dessus et des autres personnes transsexuelles qui vivent dans la ville de Valencia, dans l'État de Carabobo. Elles ont été menacées, attaquées et arrêtées à la suite du meurtre de la militante transsexuelle Michelle Paz (enregistrée à l'état civil sous le nom de Janny Paz), tuée à Valencia le 11 janvier, apparemment par des policiers.

Deux jours plus tard, un homme vêtu en civil présumé appartenir à la police a fait feu plusieurs fois sur une autre militante transsexuelle, Paola Sánchez (dont on ignore l'identité officielle) dans la rue. Elle a réussi à s'échapper indemne, mais quelques heures plus tard, des policiers sont entrés chez elle sans mandat de perquisition et l'ont arrêtée. Elle a été relâchée sans inculpation trois jours plus tard.

Vicky Martínez (dont on ignore l'identité officielle) et Kevin Capote, deux militantes transsexuelles, ont été appréhendées le 16 janvier et détenues pendant trois jours à la prison locale, La Isabelica. Kevin Capote a affirmé avoir été roué de coups par des policiers avant d'être emmenée en prison.

Le 5 février, des policiers appartenant au *Comando de la Parroquia Catedral* ont contraint Gabriela Ojeda (enregistrée à l'état civil sous le nom de Ronny Ojeda), une amie transsexuelle de la défunte Michelle Paz, à monter dans une voiture de police. D'après les informations recueillies, elle a été conduite au siège de la police, où on lui a demandé où se trouvait Maury Oviedo, présidente de l'organisation de défense des transsexuels *Respeto a la Personalidad* (Respect de la personnalité).

Le 8 février, le service de renseignements du *Comandancia General de Policía* (Commandement général de la police) de Carabobo a délivré un mandat d'arrêt contre Maury Oviedo. En octobre 2000, Maury Oviedo a adressé une plainte à la Commission interaméricaine des droits de l'homme, affirmant qu'un policier avait tué Dayana Nieves (enregistrée à l'état civil sous le nom de José Luis Nieves), membre de premier plan de la communauté transsexuelle (voir l'AU 247/00, AMR 53/009/00 du 18 août 2000). Maury Oviedo vit actuellement dans la clandestinité et craint pour sa vie.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le transsexualisme se caractérise chez une personne par le sentiment impérieux d'appartenir au sexe opposé à celui de sa morphologie et de sa physiologie.

La législation vénézuélienne dispose qu'il est illégal d'arrêter arbitrairement un individu, et qu'une telle mesure ne se justifie que s'il est surpris en train de commettre une infraction. Pourtant, les lesbiennes, les gays et les personnes bisexuelles ou transsexuelles qui vivent à Valencia risquent en permanence d'être harcelés, maltraités et arrêtés arbitrairement par la police. Le gouverneur de l'État de Carabobo, Henrique Salas Feo-Römer, a apparemment refusé de s'attaquer à ce problème.

Le commandant de la police de l'État de Carabobo a déclaré : « [Les] *homosexuels et les prostituées de Carabobo doivent être soumis à un code de police. Ils ne peuvent pas se déplacer librement dans la rue.* » Concrètement, cela signifie que les forces de l'ordre recourent très fréquemment à la détention administrative. La communauté transsexuelle pense qu'elle est persécutée parce qu'elle dénonce publiquement à la communauté internationale les violations des droits humains commises par la police.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déplorez le meurtre de Michelle Paz, qui a été tuée dans des circonstances laissant à penser qu'elle a été victime d'une exécution extrajudiciaire ;
- appelez les autorités à mener dans les plus brefs délais une enquête exhaustive sur ce meurtre et à veiller à ce que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- dites-vous préoccupé par le harcèlement persistant et les arrestations apparemment injustifiées dont sont victimes des personnes transsexuelles dans l'État de Carabobo, en mettant en avant les cas récents de Paola Sánchez, Vicky Martínez, Kevin Capote et Gabriela Ojeda ;
- exhortez les autorités à enquêter sur les allégations selon lesquelles des personnes transsexuelles ont fait l'objet de violations de leurs droits fondamentaux en détention ;
- déclarez-vous inquiet à l'idée qu'un mandat d'arrêt a été décerné contre Maury Oviedo, et soulignez que toute personne a droit à la protection de la loi, indépendamment de son orientation sexuelle et de son identité sexuelle ;
- exhortez les autorités à prendre des mesures efficaces pour garantir la sécurité des personnes transsexuelles dans l'État du Carabobo.

APPELS À :

Gouverneur de l'État de Carabobo :

Econ. Enrique Fernando Salas Feo-Römer
Gobernador del Estado de Carabobo
Palacio de Gobierno
Calle Montes de Oca con calle Paez
Valencia, Estado Carabobo
Vénézuéla

Fax : + 58 241 857 0783

Formule d'appel : *Estimado Señor Gobernador,* / Monsieur le Gouverneur,

Ministre de l'Intérieur et de la Justice :

Sr. Ramón Rodríguez Chacín
Ministro del Interior y Justicia
Ministerio del Interior y Justicia
Avenida Urdaneta, Esquina de Platana
Parroquia Candelaria, Municipio Libertador
Caracas, Vénézuéla

Fax : + 58 212 861 1967 (L'obtention de cette ligne de fax peut s'avérer difficile. Merci de vous montrer persévérants.)

Formule d'appel : *Estimado Señor Ministro,* / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Organisation de défense des droits des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles ou transsexuelles:

Respeto a la Personalidad
Avenida Martin Tovar 99-51
Valencia, Estado Carabobo
Vénézuéla

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Vénézuéla dans votre pays.

Commandant en chef des forces de police de Carabobo :

Jesús Manuel Ramírez
Comisario General de la PTJ
Avenida Navas Espinolas
Entre Paseo Cabriales y Martin Tovar
Valencia, Estado de Carabobo
Vénézuéla

Fax : + 58 241 859 5940 (Si un correspondant vous répond, dites : « *Por favor, tono de fax* »)

Formule d'appel : *Estimado Comisario General,* / Monsieur,

Bureau du médiateur :

Defensoría del Pueblo
Dr. Germán Mundaraín
Bellas Artes Comienzo Avenida México
Plaza Morelos, Caracas
Vénézuéla

Fax : + 58 212 575 4467

Courriers électroniques : gmundarain@defensoria.gov.ve

Formule d'appel : *Estimado Señor,* / Monsieur,

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 26 MARS 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*